

RÉFORME SCOLAIRE

Les malheurs de Mady

David Wagner

REGARDS

En pleine tourmente, au milieu des conflits, la ministre de l'éducation nationale s'est confiée cette semaine à la presse. Elle n'est pas à envier, mais semble déterminée.

Quid du soutien du partenaire de coalition, c'est ce qu'a demandé un journaliste à la ministre de l'éducation nationale Mady Delvaux-Stehres (LSAP) lors du petit déjeuner « presse » de ce mercredi. Tentant de garder un air sérieux alors que les conseillers et conseillères l'entourant ne peuvent réprimer leurs sourires sardoniques, la ministre lâche timidement que les jeunesses chrétiennes-sociales (CSI) avaient bien publié un communiqué de soutien. Elle évoque l'époque lointaine où le président du CSV, Michel Wolter, la soutenait plus énergiquement : « En ce temps-là, Wolter s'intéressait au sujet. » Et d'ajouter qu'elle a rencontré dernièrement la fraction du CSV pour un échange de vues. Mais bon, après tout elle peut se targuer de bénéficier de l'appui du premier des ministres, Jean-Claude Juncker, qui gratifie le « blog » reformlycee.lu d'une de ses tirades très junckériennes : « D'Schoul muss sech änneren well d'Land sech geännert huet. »

Il se peut toutefois que l'enthousiasme modéré de la ministre ait trouvé son chemin depuis la rue Aldringen jusqu'à la rue de l'Eau où siège le parti chrétien-social. Car quelques heures plus tard, en fin d'après-midi et suite à une réunion du comité de direction du CSV, ce dernier a envoyé à la presse un communiqué intitulé « Wachsame Auge in der Erziehungspolitik ». Et le contenu reflète l'ambiguïté du titre. Ainsi, évoquant la réforme de l'enseignement « classique » et de l'enseignement « technique », le CSV « prend acte de la volonté de dialogue de la ministre compétente telle qu'elle l'a elle-

même dit lors de la présentation du projet de réforme le 5 décembre ». Et d'énumérer « tous ceux qui ne sont pas satisfaits de la direction choisie, ceux qui se sentent bousculés, qui ont encore des questions sans réponse ou qui voudraient tout simplement être mieux informés », avant de conclure que le CSV continuera « à observer de très près les prochains développements, à participer à la discussion et à donner des impulsions ». La mauvaise foi voudrait que l'on soupçonne le CSV d'assister avec délices au spectacle d'une ministre menant des batailles sur plusieurs fronts. Autant de fronts qui contiennent des armées de réserve électorales. Il ne faut jamais insulter l'avenir.

De schwaarzen, falschen Hond

Quant à savoir qui soutient quoi, comment et dans quelle mesure, qui dit quoi et qui l'entend de la même oreille, c'est une autre paire de manches. Car depuis que Delvaux-Stehres est en fonction, et bien avant que ne se déclenche la fronde syndicale actuelle, on assiste à une partie de ping-pong sur fond de « Je t'écoute, toi non plus ». Et franchement, l'on se dit que si les sujets de discorde varient peut-être, l'on aurait tout aussi bien pu se limiter à une seule conférence de presse syndicale et une seule conférence de presse de la ministre.

Car ce mercredi, la conférence de presse débuta sur un air de déjà-vu. D'emblée, la ministre fut sommée de réagir à la sortie du Syndicat national des enseignants (SNE, affilié à la CGFP) lors d'une conférence de presse le jour précédent et qui y a affirmé vouloir revenir au système de notation traditionnel. « Not amused », dit la ministre, qui a encore en mémoire une récente entrevue avec ledit syndicat qui se serait très bien pas-



PHOTO: WWEL / XCHNG

Tout effacer et recommencer à zéro ?
Une issue facile mais difficilement envisageable...

sée à son avis. Cerise sur le gâteau, la question des notations n'y aurait même pas été abordée. « Les syndicats seraient-ils malhonnêtes dans leur communication ? », a alors voulu savoir un collègue. « C'est vous qui le dites », lui répond-elle aussi sec.

Mais bon, comme il faut bien faire amende honorable, la ministre concède que le contexte alimente une certaine nervosité et qu'il serait donc normal que « tout le monde prend la parole ». Et de croire dans sa bonne étoile nommée patience : « Certaines réformes mettent du temps avant d'être acceptées. Cela a été le cas du bulletin complémentaire ou des épreuves communes. Il faut parfois attendre deux ans afin de constater que finalement l'idée fonctionne. »

Mais parfois, il faut aussi savoir jeter du lest. A propos notamment de l'abolition du redoublement dans les deux premières classes du secondaire. Pourtant, cette réforme est symbolique. Certains syndicats d'enseignants, comme le SEW, se montrent sceptiques, redoutant une mesure visant à faire des économies. De toute façon, cette réforme n'aiderait en rien les élèves en difficulté car le ministère ne mettrait pas en oeuvre, pa-

rallèlement, des mesures de soutien. D'autres s'opposent à cette abolition par peur d'une « dévalorisation » des diplômes. Alors qu'au milieu et vers la fin des années 90, des milliers d'élèves manifestaient contre un système éducatif sclérosé (avec un soutien plus timoré des syndicats d'enseignants), désormais plusieurs centaines d'élèves n'hésitent pas à relayer ce discours élitiste. Peut-être est-ce aussi dû à la composition sociologique des élèves participant à ces mouvements : issus majoritairement, semble-t-il, de l'enseignement secondaire classique et des classes moyennes luxembourgeoises, ils ont intégré l'angoisse d'un probable déclassement social que la génération de leurs parents, qui ont grandi durant les années bénies du boom luxembourgeois, ne redoutaient alors pas.

Marche arrière sur le redoublement

Quoi qu'il en soit, cette marche arrière ne laisse rien présager de bon. D'autant plus que la ministre, poussée dans ce sens par ses conseillers, concède non seulement qu'elle agit

afin d'apaiser le conflit, mais que le redoublement, ou certaines formes de redoublement, pourraient être vertueuses. Une volte-face qui in fine pourrait jouer en faveur d'une vision rétrograde de l'école. Tout ça, pour ça.

Lâchage de lest aussi sur un autre front : celui du choix entre trimestres et semestres. La ministre elle-même le concède - et ce n'est pas une première - qu'elle ne s'est toujours pas fait une religion sur ce sujet. La question est pourtant plus épineuse qu'il n'y paraît à première vue, car elle avait déjà déclenché une première polémique, en début d'année, concernant le rythme des vacances scolaires. Assurant que les deux questions sont dissociées, Delvaux-Stehres opte cette fois-ci pour la méthode ultra-démocratique : un courrier ira à l'ensemble des enseignants du primaire et du secondaire et les réponses seront collectées jusqu'au 2 avril. En plus de ceux qui l'accusent de refuser tout dialogue, elle essuiera désormais les critiques de ceux qui estiment qu'une ministre est censée trancher ce type de questions.

L'affaire serait néanmoins trop facile sans la réforme du statut de la fonction publique. Les ensei-

gnants n'étant pas des fonctionnaires « comme les autres », un certain nombre de points vont devoir être adaptés à leur métier. Et comme les syndicats ont lié la guerre de la réforme scolaire à celle du statut, la ministre doit remercier nuit et jour son collègue de gouvernement, François Biltgen (CSV), en charge de la fonction publique. En effet, vu que le gouvernement entend importer dans le service public les (pires) pratiques managériales du privé, notamment concernant l'évaluation des fonctionnaires, une évaluation sur mesure pour les enseignants est en cours de réalisation. Par contre, motus sur les tenants et aboutissants de ce projet dont la procédure est « très compliquée ». Les enseignants devront encore attendre leur « audit ». Sur ce point, ils ne sont pas à envier. Tout comme leur ministre de tutelle.